

**Assemblée générale**

Soixante-treizième session

Documents officiels

Distr. générale
14 juin 2019
Français
Original : anglais

Cinquième Commission**Compte rendu analytique de la 33^e séance**

Tenue au Siège, à New York, le lundi 6 mai 2019, à 10 heures

Présidente : M^{me} Bird (Australie)
*Président du Comité consultatif pour les questions
administratives et budgétaires* : M. Terzi

Sommaire

Organisation des travaux

Point 117 de l'ordre du jour : Nominations aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres nominations (*suite*)b) Nomination de membres du Comité des contributions (*suite*)

Point 150 de l'ordre du jour : Aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies

Questions transversales

Point 154 de l'ordre du jour : Financement de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre

Point 159 de l'ordre du jour : Financement de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo

Point 162 de l'ordre du jour : Financement des forces des Nations Unies chargées du maintien de la paix au Moyen-Orient

b) Force intérimaire des Nations Unies au Liban

Point 164 de l'ordre du jour : Financement de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental

Point 165 de l'ordre du jour : Financement de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (*suite*)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être signées par un membre de la délégation intéressée, adressées dès que possible à la Chef de la Section de la gestion des documents (dms@un.org) et portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org/>).



La séance est ouverte à 10 h 10.

Organisation des travaux (A/C.5/73/L.30)

1. **La Présidente** invite la Commission à examiner le projet de programme de travail indicatif et provisoire pour la deuxième partie de la reprise de la soixante-treizième session, établi sur la base de la note du Secrétariat sur l'état d'avancement de la documentation (A/C.5/73/L.30), et indique que plusieurs délégations ont demandé à faire des déclarations concernant le programme.

2. **M. Mansour** (Observateur de l'État de Palestine), s'exprimant à titre personnel, tient à souligner que la façon dont il a été présenté par la Présidente ne reflète pas correctement les décisions prises par l'Assemblée générale au sujet de la présidence du Groupe des 77 et de la Chine pour 2019, telles qu'énoncées dans la résolution 73/5, notamment en ce qui concerne le droit de l'État de Palestine de faire des déclarations au nom du Groupe. Il prendra la parole non pas en qualité d'observateur au nom de sa propre délégation, mais en tant qu'Ambassadeur de l'État de Palestine et Président du Groupe, au nom de ce dernier.

3. S'exprimant au nom du Groupe des 77 et de la Chine, M. Mansour rend hommage aux femmes et aux hommes qui servent dans les opérations de maintien de la paix, en particulier à celles et ceux qui ont perdu la vie en défendant la paix et la sécurité. Il ne doute pas que le Bureau de la Commission mettra à jour le programme de travail provisoire en fonction des besoins. En ce qui concerne l'inclusion dans le programme de travail de la question de l'amélioration de la situation financière de l'Organisation des Nations Unies, il réaffirme la position du Groupe selon laquelle la deuxième partie de la reprise de la session devrait porter sur le financement des opérations de maintien de la paix. La Commission doit mener à bien ses délibérations dans les délais impartis afin que les opérations disposent des ressources nécessaires à l'exécution de leur mandat.

4. Bien qu'il soit conscient des efforts que fait le Bureau pour diffuser au plus vite les informations dont il dispose, le Groupe déplore que plusieurs rapports devant être examinés durant la deuxième partie de la reprise de la session ne soient pas parus dans toutes les langues officielles, ce qui a empêché les délégations de préparer correctement leurs délibérations. Toutes les parties prenantes doivent accorder l'importance voulue au multilinguisme.

5. Le Groupe attache une grande importance aux aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix, en particulier aux

questions transversales et à celles touchant les missions terminées et le compte d'appui aux opérations de maintien de la paix. Durant la partie en cours de la reprise de la session, il s'attachera avant tout à faire en sorte que l'examen des budgets des opérations se fonde sur le mandat de chaque mission ainsi que sur la situation réelle sur le terrain, plutôt que d'être envisagé comme un exercice de réduction générale et arbitraire des coûts ; à rechercher une solution juste aux problèmes que posent les contributions non réglées, les sommes dues et les autres éléments du passif des missions dont le mandat est terminé, de manière à régler les demandes de remboursement en suspens relatives aux missions accusant un déficit de trésorerie ; à examiner tous les problèmes d'ordre systémique auxquels doivent faire face les pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police et à faire notamment en sorte que le taux de remboursement soit réaliste et raisonnable ; à veiller à ce que soient mis en place les moyens d'hébergement nécessaires pour les soldates du maintien de la paix et à ce que les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police soient dûment représentés dans les départements du Secrétariat dont les activités ont trait au maintien de la paix ; à réduire au maximum l'empreinte écologique des missions en leur fournissant un appui technique visant à faire en sorte que les règles et règlements existants soient appliqués de façon cohérente et se traduisent par des mesures concrètes.

6. **M. Niang** (Sénégal), s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique, dit que le Groupe est attaché à la paix et à la sécurité internationales et que les opérations de maintien de la paix des Nations Unies en sont un élément clef. Il rend hommage aux membres du personnel des Nations Unies et de l'Union africaine qui ont perdu la vie au service de la paix et de la sécurité. Il estime regrettable que plusieurs rapports devant être examinés pendant la deuxième partie de la reprise de la session n'aient pas été publiés en temps voulu dans toutes les langues officielles, ce qui a empêché les délégations de préparer correctement leurs délibérations. Le Secrétariat doit veiller à ce que la règle des six semaines régissant la publication des documents nécessaires soit respectée. Le Groupe compte que le Bureau adaptera le programme de travail provisoire selon les besoins pour tenir compte des progrès accomplis au cours des débats. La Commission doit s'acquitter de sa charge de travail en temps voulu afin de ne pas nuire aux travaux du Comité du programme et de la coordination. Sachant que l'inclusion de questions sans rapport avec le maintien de la paix dans le programme de travail pour la partie en cours de la reprise de la session pourrait avoir une incidence négative sur l'attention qui leur est accordée, il serait

préférable que ces questions soient examinées durant d'autres parties de la session.

7. L'intégrité de l'ONU dépend de sa capacité de s'acquitter de ses mandats. Disposant de ressources de plus en plus rares, l'Organisation doit être plus efficace, plus efficiente et plus responsable et veiller à ce que les missions reçoivent les fonds dont elles ont besoin pour protéger les civils, les droits de l'homme et l'environnement. Le Secrétaire général a estimé le montant nécessaire au financement des opérations de maintien de la paix à 6,637 milliards de dollars pour l'exercice 2019/20, soit 382,2 millions de moins que le montant approuvé pour 2018/19 et 859,2 millions de moins que celui approuvé pour 2017/18. Les chiffres figurant dans le rapport d'ensemble du Secrétaire général sur le financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies, l'exécution des budgets de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2017 au 30 juin 2018 et les budgets pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020 (A/73/776) sont susceptibles de changer en fonction de l'évolution de la situation et de l'issue des délibérations du Conseil de sécurité. Le Groupe compte que la Commission sera tenue informée de l'incidence de ces changements.

8. Le Groupe estime très important d'allouer des ressources suffisantes aux opérations de maintien de la paix, en particulier à celles menées en Afrique, compte tenu de la complexité de leurs mandats et des difficultés particulières qu'elles rencontrent. Il est préoccupant que l'Organisation n'ait été en mesure de rembourser que la moitié du montant dû aux pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police au premier trimestre de 2019. Les retards de remboursement exposent ces pays à des difficultés financières et nuisent à l'exécution de leurs opérations et de leurs mandats. Le paiement tardif ou le non-paiement des contributions, notamment à des missions terminées, ont des répercussions durables sur les opérations de maintien de la paix. Le Groupe engage tous les États Membres à payer leurs contributions à temps, en totalité et sans conditions.

9. L'examen des budgets des opérations de maintien de la paix ne doit pas être considéré comme un simple exercice de réduction des coûts, mais comme un exercice d'allocation responsable des ressources au service de la mise en œuvre des politiques. Le Groupe examinera les rapports sur l'exécution du budget et les projets de budget de toutes les missions terminées et en activité, du Bureau d'appui des Nations Unies en Somalie, du Centre de services régional d'Entebbe (Ouganda) et de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie), en gardant à l'esprit les conclusions d'organes de contrôle tels que le Comité

des commissaires aux comptes ainsi que les observations et recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires. Il suivra également de près des questions transversales telles que l'appui aux missions, la mise en service d'Umoja, les installations et les infrastructures, le contrôle, la gestion de la chaîne d'approvisionnement et la gestion de l'environnement et des déchets, qui sont directement liées aux différents mandats. Les activités relatives aux programmes et les projets à effet rapide, qui sont essentiels à la promotion d'une paix durable, conformément au Programme de développement durable à l'horizon 2030, devraient jouer un rôle plus important dans les opérations de maintien de la paix. Enfin, la Commission devrait mener ses travaux de façon ouverte et transparente, en s'abstenant de mener des négociations en petits groupes à huis clos.

10. **M. De Preter** (Observateur de l'Union européenne), s'exprimant également au nom de l'Albanie, de la Macédoine du Nord, du Monténégro, de la Serbie et de la Turquie (pays candidats), de la Bosnie-Herzégovine (pays du processus de stabilisation et d'association), et de la Géorgie, de la République de Moldova et de l'Ukraine, dit que l'Union européenne attache une grande importance à la publication ponctuelle des documents dans toutes les langues officielles, car cela permet à la Commission de mener à bien ses travaux dans les délais impartis. L'Union appuie fermement le maintien de la paix, qui est une tâche essentielle de l'Organisation. La délégation européenne est déterminée à faire en sorte que l'ONU puisse assurer le maintien de la paix et de la sécurité de façon efficace et responsable et que les missions disposent des ressources nécessaires pour s'acquitter de leur mandat dans des situations de plus en plus complexes. M. De Preter se félicite des progrès accomplis par le Secrétaire général en ce qui concerne la modernisation de l'Organisation, mais il est préoccupé par la situation et la viabilité financières de l'ONU. L'Union attend avec intérêt d'examiner ces questions durant la partie en cours de la reprise de la session en vue d'améliorer la situation financière de l'Organisation et de trouver des solutions durables, tant pour le budget-programme que pour le budget des opérations de maintien de la paix. Le règlement et les règles budgétaires de l'ONU visent à répondre aux besoins les plus urgents et à assurer une allocation stratégique des ressources. Pour produire des résultats, les instruments budgétaires doivent être adaptés à l'objectif visé. Trop souvent, l'action que mène l'Organisation est davantage déterminée par les sources de financement et les rubriques budgétaires que par la réalisation stratégique d'objectifs communs.

11. Dans le courant de la session, l'Union européenne fera des observations sur des aspects transversaux du maintien de la paix tels que la parité des sexes, les normes environnementales, les droits de l'homme et la lutte contre l'exploitation et les atteintes sexuelles. Les missions de maintien de la paix doivent faire l'objet d'un financement adéquat et présenter un bon rapport coût/efficacité, notamment en ce qui concerne les composantes civiles, la capacité de traiter les questions thématiques et politiques et la mesure des résultats. M. De Preter espère que l'Assemblée générale règlera la question des fonds détenus sur les comptes des missions terminées. L'Union européenne contribue aux opérations de maintien de la paix en fournissant des agents en tenue et un solide appui politique, notamment dans le cadre de l'initiative Action pour le maintien de la paix. Elle travaille en étroite collaboration avec l'ONU et l'Union africaine sur les questions liées à la paix et à la sécurité. La délégation européenne est consciente du sens des responsabilités partagé qu'implique le maintien de la paix, mais aussi des avantages évidents qui résultent d'une participation active aux missions. M. De Preter demande à tous les États Membres de faire en sorte que l'appui politique, financier et opérationnel qu'ils apportent aux opérations de paix de l'Organisation se fonde sur un véritable partenariat.

12. De récentes attaques meurtrières ont mis en lumière les conditions de travail difficiles du personnel des missions des Nations Unies et l'importance de la sûreté et de la sécurité dans les opérations de maintien de la paix. M. De Preter rend hommage aux soldats de la paix qui ont perdu la vie dans l'exercice de leurs fonctions et compte que la Commission veillera à ce que les missions disposent des ressources dont elles ont besoin pour s'acquitter de leur mandat et fera en sorte que ces ressources soient utilisées de façon efficace, efficiente et transparente.

13. **M^{me} Norman-Chalet** (États-Unis d'Amérique) dit que sa délégation n'a pas encore évoqué devant la Cinquième Commission la question de la représentation palestinienne et de la présidence palestinienne du Groupe des 77 et de la Chine mais que, compte tenu des éclaircissements fournis par le représentant palestinien à la présente séance, elle souhaite à présent apporter elle aussi quelques précisions. Les États-Unis ont clairement manifesté leur ferme opposition à la présidence palestinienne du Groupe dans l'explication donnée par la délégation américaine avant le vote sur le projet de résolution [A/73/L.5](#), adopté par l'Assemblée générale en tant que résolution [A/73/5](#) (voir [A/73/PV.20](#)). Les États-Unis ont fait savoir à cette occasion qu'ils ne reconnaissaient pas l'existence d'un État palestinien et

qu'aucun État palestinien n'avait été admis comme État Membre de l'Organisation des Nations Unies. Seuls les États Membres devraient avoir le droit de s'exprimer et d'agir au nom des grands groupes d'États – tels que le Groupe des 77 et de la Chine – et il n'est pas normal qu'un État observateur assure de telles fonctions à l'Assemblée générale ou ailleurs dans le système des Nations Unies. Cette position s'applique à toutes les réunions tenues à l'ONU ou sous les auspices de l'Organisation lors desquelles la délégation palestinienne entend s'exprimer au nom du Groupe des 77 et de la Chine.

14. La délégation américaine rend hommage aux femmes et aux hommes qui servent dans les missions de maintien de la paix des Nations Unies, en particulier à celles et ceux qui ont donné leur vie pour la paix. Selon le rapport d'ensemble du Secrétaire général sur le financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies ([A/73/776](#)), les prévisions de dépenses de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (MINUAD) et de la Mission des Nations Unies pour l'appui à la justice en Haïti (MINUJUSTH) couvrent une période de six mois. Les examens stratégiques menés par le Secrétaire général ont joué un rôle important dans l'élaboration des projets de budget de la MINUAD et de la MINUJUSTH, ainsi que dans la restructuration de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO). Des examens de même nature devraient être entrepris pour toutes les missions. La délégation américaine attend avec intérêt d'examiner la façon dont la planification intégrée et la hiérarchisation des ressources sont utilisées dans le cadre de l'élaboration des projets de budget.

15. L'allocation de ressources aux opérations de maintien de la paix est étroitement liée aux politiques en matière d'efficacité et d'efficience. La Commission n'a pas été en mesure de parvenir à un consensus concernant le projet de résolution sur les questions transversales lors des deux sessions précédentes. Toutefois, les récentes initiatives de haut niveau, notamment l'initiative Action pour le maintien de la paix – dans le cadre de laquelle 151 États Membres ont approuvé la Déclaration d'engagements communs du Secrétaire général concernant les opérations de maintien de la paix des Nations Unies –, le rapport indépendant sur l'amélioration de la sécurité des soldats de la paix des Nations Unies établi sous la direction du Secrétaire général et le projet de dispositif de gestion de la performance complet et intégré pour les opérations de maintien de la paix, sont l'occasion pour la Commission de donner une orientation stratégique à la réforme du maintien de la paix en proposant un tel projet de

résolution. La délégation américaine attend avec intérêt d'examiner les mesures prises par le Secrétaire général pour lutter contre l'exploitation et les atteintes sexuelles et éliminer les obstacles à la prévention, à l'appui aux victimes et au respect du principe de responsabilité.

16. Sachant que c'est durant la partie en cours de la reprise de la session que la Commission a été saisie pour la première fois de questions relatives au maintien de la paix depuis que l'Assemblée générale a approuvé la réforme de l'Organisation et la modification de la structure de gestion et de l'architecture de paix et de sécurité, c'est en 2019 que les réformes seront pleinement appliquées et que les résultats commenceront à se faire sentir. L'élimination du cloisonnement au sein de l'architecture de paix et de sécurité bénéficiera aux États Membres en permettant aux services du Secrétariat chargés des politiques et des opérations de coordonner plus efficacement leurs travaux afin de combattre les menaces contre la paix et la sécurité internationales. À cette fin, les demandes et les politiques soumises à la Commission en matière de ressources devront refléter cette nouvelle réalité et préciser la façon dont ces ressources seront mises au service de la promotion de solutions politiques efficaces et durables qui permettent une meilleure exécution des mandats.

17. De même, la délégation américaine compte que la mise en œuvre de la réforme de la gestion, qui permettra de mieux aligner les responsabilités et l'obligation de rendre des comptes sur le terrain, se traduira par des projets de budget qui reflètent la réalité des missions et les efforts faits pour utiliser plus efficacement les ressources allouées au maintien de la paix. La réforme devrait également permettre d'améliorer la prestation de services, d'accroître l'efficacité et de renforcer le soutien apporté aux pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police. La délégation attend avec intérêt d'examiner la façon dont l'incidence des réformes est reflétée dans les rapports devant être examinés par la Commission. Enfin, la délégation examinera les propositions du Secrétaire général visant à améliorer la situation financière de l'Organisation et à régler les problèmes de liquidités et les problèmes structurels plus larges qui entravent de longue date la gestion budgétaire en vue de rendre l'Organisation plus efficace, plus réactive, plus responsable, plus transparente et plus efficiente.

18. **M. Otsuka** (Japon) dit que le budget des opérations de maintien de la paix devrait être la priorité absolue de la Commission durant la partie en cours de la reprise de la session, sachant que le prochain exercice débutera le 1^{er} juillet 2019. Une gestion efficace et responsable de ces opérations est essentielle pour

garantir l'efficacité, la crédibilité et la viabilité à long terme de l'ONU.

19. Malgré les mesures prises par le Secrétariat, l'obligation de rendre des comptes, particulièrement importante dans le cas du budget des opérations de maintien de la paix, n'a pas été suffisamment observée. Des informations détaillées sur les activités menées par les entités extérieures aux missions, sur la répartition des tâches entre les missions et les partenaires d'exécution en fonction de leurs avantages comparatifs et sur les méthodes de mobilisation des ressources devraient être communiquées aux États Membres. La délégation japonaise réclamera des renseignements précis sur la façon dont les crédits financés par les contributions sont dépensés et sur l'incidence de ces dépenses, notamment en termes de résultats. Elle utilisera ces informations pour examiner les ressources nécessaires à chaque mission pour l'exercice 2019/20.

20. La délégation japonaise partage les préoccupations du Secrétaire général quant à la détérioration de la santé financière de l'ONU et examinera avec attention les propositions visant à y remédier. Le Japon continuera de s'acquitter de ses obligations en tant qu'important bailleur de fonds de l'Organisation et prie instamment le Secrétariat de faire une utilisation judicieuse des ressources budgétaires et de se conformer strictement aux règles de discipline budgétaire. Lors de l'examen des propositions du Secrétaire général, le Japon fera preuve de prudence face aux demandes visant à ce que les États Membres fournissent des ressources financières supplémentaires.

21. **M. Sandoval Mendiola** (Mexique) dit que la Commission prendra des décisions concernant l'allocation des ressources durant la partie en cours de la reprise de la session afin de permettre aux opérations de maintien de la paix, qui ont été créées par le Conseil de sécurité et sont essentielles à la paix et à la sécurité internationales, de s'acquitter de leur mandat. Le Gouvernement mexicain est déterminé à mettre des ressources humaines et financières à la disposition des opérations de maintien de la paix. Tous les États Membres doivent s'acquitter de leurs obligations financières à l'égard de l'Organisation et verser leurs contributions de bonne foi et de façon régulière. La délégation mexicaine veillera à ce que la MINUJUSTH dispose de ressources suffisantes pour surmonter les difficultés rencontrées sur le terrain et aider Haïti à parvenir à la stabilité politique et institutionnelle et à atteindre les objectifs de développement durable. M. Sandoval Mendiola rend hommage au personnel civil, militaire et de police des opérations de maintien de la paix, qui travaille souvent dans des situations complexes et dangereuses.

22. La lutte contre l'exploitation et les atteintes sexuelles est une priorité absolue pour le Mexique. La délégation mexicaine s'attachera à faire appliquer en tous points la politique de tolérance zéro en la matière et mettra notamment l'accent sur l'aide aux victimes, la fin de l'impunité, la participation de la société civile et des partenaires extérieurs et l'amélioration de la communication stratégique afin d'accroître la sensibilisation et la transparence.

23. Le Mexique examinera attentivement le rapport sur l'amélioration de la situation financière de l'Organisation des Nations Unies (A/73/809), établi par le Secrétaire général dans le cadre de l'action tendant à rendre l'Organisation plus efficace et plus souple. Dans son rapport, le Secrétaire général a proposé des mesures visant à régler les problèmes de liquidités et les problèmes structurels plus larges qui entravent la gestion budgétaire et prié l'Assemblée générale de mettre fin à l'incertitude financière et aux situations graves qui avaient fait obstacle à l'exécution des mandats au cours des dernières années. Les propositions formulées par le Secrétaire général sont l'occasion de consolider le processus de réforme en cours et doivent être examinées en tenant compte de l'incidence qu'elles ont sur l'agilité et la souplesse de l'ONU ainsi que de la contribution qu'elles apportent à l'efficacité et à l'efficacité de l'Organisation et à sa capacité de mieux gérer ses ressources.

24. **M. Gohar** (Pakistan) dit que l'ONU incarne l'aspiration de l'humanité à la paix et que les opérations de maintien de la paix, établies conformément à la Charte de l'Organisation, sont indispensables pour mettre fin à la violence. Il rend hommage aux femmes et aux hommes qui ont servi sous le drapeau de l'ONU, en particulier à celles et ceux qui ont sacrifié leur vie dans l'exercice de leurs fonctions, parmi lesquels 156 soldats de la paix pakistanais. Le Pakistan, qui a participé à 46 missions dans 28 pays depuis 1960, est l'un des plus anciens et des plus importants contributeurs aux opérations de maintien de la paix. Il a été le premier pays à adopter la Déclaration d'engagements communs concernant les opérations de maintien de la paix des Nations Unies dans le cadre de l'initiative Action pour le maintien de la paix et a récemment atteint l'objectif consistant à faire en sorte que 15 % des officiers d'état-major pakistanais affectés à des missions de maintien de la paix soient des femmes. En outre, le quartier général du Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan (UNMOGIP), qui surveille la ligne de contrôle des déplacements dans la région contestée du Jammu-et-Cachemire, est installé au Pakistan la moitié de l'année.

25. Les opérations de maintien de la paix des Nations Unies sont un outil efficace pour préserver la paix, mais elles doivent être pertinentes pour tous et adaptées aux objectifs visés. Comme l'a noté le Secrétaire général, les défis mondiaux sont de plus en plus intégrés et les réponses de la communauté internationale de plus en plus fragmentées, alors qu'aucune organisation et aucun pays ne peuvent venir à bout à eux seuls des nombreuses difficultés auxquels le monde doit faire face. Dans un monde de plus en plus interdépendant, la coopération internationale est le seul moyen de régler les problèmes mondiaux. La tendance consistant à faire plus avec moins n'est pas tenable. Au 31 mars 2019, le montant dû aux pays fournisseurs de contingents et de personnel de police s'élevait à 265 millions de dollars. Ces arriérés doivent être réglés. Il est plus important que jamais de renforcer la coopération triangulaire entre les pays fournisseurs de contingents, le Conseil de sécurité et le Secrétariat.

26. Pour que l'Organisation soit crédible, elle doit être plus démocratique et représenter les intérêts et les vues de tous les États. C'est la raison pour laquelle la délégation pakistanaise appuie la proposition du Secrétaire général tendant à ce que la fourniture de contingents soit considérée comme un facteur supplémentaire dans le calcul des fourchettes souhaitables et l'établissement du niveau de représentation des pays fournisseurs de contingents dans les départements du Secrétariat dont les activités ont trait au maintien de la paix. Il est essentiel de trouver des solutions politiques concertées aux différends. Pour ce faire, les mandats doivent être clairement définis. Le Pakistan continuera d'apporter espoir et sécurité aux populations touchées par un conflit.

27. **M. Fu Daopeng** (Chine) dit que les opérations de maintien de la paix sont importantes pour préserver la paix et la sécurité internationales. Deuxième contributeur au budget des opérations de maintien de la paix et un des principaux fournisseurs de contingents, avec plus de 2 500 soldats du maintien de la paix déployés dans huit missions, la Chine soutient fermement l'action de maintien de la paix des Nations Unies et rend hommage à l'ensemble des soldats de la paix. Les ressources financières sont le socle sur lequel repose la gouvernance de l'Organisation et la capacité des opérations de maintien de la paix à s'acquitter de leur mandat dépend du budget qui leur est alloué. Les priorités des opérations de maintien de la paix pour l'exercice 2019/20 reflètent les huit domaines d'action définis dans la Déclaration d'engagements communs concernant les opérations de maintien de la paix des Nations Unies. Le budget des opérations de maintien de la paix a été réduit pour la quatrième année consécutive.

La Commission doit examiner de manière factuelle et réfléchie le budget des opérations de maintien de la paix, l'objet étant d'allouer les ressources nécessaires à l'exécution des activités prescrites par le Conseil de sécurité. En même temps, il est essentiel d'observer une discipline financière stricte, de resserrer les contrôles budgétaires et de renforcer la supervision budgétaire pour améliorer l'exécution des budgets et tirer le meilleur parti de chaque centime versé par le contribuable. L'insuffisance de liquidités dans les budgets des opérations de maintien de la paix a nuï aux résultats des missions de maintien de la paix, tandis que les retards de remboursement ont alourdi la charge financière qui pèse sur les pays fournisseurs de contingents et de forces de police. Les États Membres doivent payer leurs contributions statutaires à l'échéance. Deuxième contributeur au budget des opérations de maintien de la paix et pays en développement responsable, la Chine a versé l'intégralité de ses contributions statutaires au financement des activités de maintien de la paix. Elle exhorte tous les États Membres, en particulier ceux qui sont en mesure de le faire, à payer ces contributions à temps, en totalité et sans conditions, et à appuyer les activités de l'ONU par des mesures concrètes.

28. **M. Koba** (Indonésie) affirme que les opérations de maintien de la paix sont essentielles pour assurer la paix et la sécurité internationales. Depuis 1957, l'Indonésie a fourni 38 000 membres de contingents, déployés dans 28 missions. Actuellement, plus de 3 000 Indonésiens sont en poste dans neuf missions. Figurant parmi les principaux pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police, l'Indonésie a l'obligation morale de contribuer à renforcer l'efficacité et l'efficience des opérations de maintien de la paix. En raison de la complexité des mandats de maintien de la paix, le personnel des missions doit être prêt à faire face aux imprévus. Les missions doivent disposer de moyens suffisants pour s'acquitter de leur mandat, et on ne saurait demander aux soldats de la paix de faire plus avec moins. Dans la Déclaration d'engagements communs concernant les opérations de maintien de la paix des Nations Unies, les États Membres s'engagent à améliorer la cohérence entre les mandats et les ressources.

29. Du fait de l'évolution constante des missions de maintien de la paix, il est toujours possible d'adapter davantage les activités de maintien de la paix aux objectifs visés. Il y aurait lieu de dispenser des formations aux soldats de la paix et de renforcer leurs capacités pour améliorer leur sûreté, leur sécurité et leurs résultats. Veiller à ce que les soldats de la paix soient bien formés, bien équipés et bien informés

devrait constituer une priorité. L'Indonésie coopère étroitement avec le Secrétariat pour répondre aux besoins des opérations de maintien de la paix et organisera des séances de formation à l'intention des soldats de la paix dans le cadre du projet de partenariat triangulaire. Les pays fournisseurs de contingents et de forces de police doivent être dûment représentés parmi le personnel des Nations Unies, tant sur le terrain que dans les départements du Secrétariat dont les activités ont trait au maintien de la paix. Il faudrait que les hommes et les femmes qui œuvrent au service des missions des Nations Unies bénéficient d'une reconnaissance crédible de la part de l'Organisation pour leur dévouement et leurs sacrifices.

30. **M^{me} Graña Coronel** (Uruguay) dit que les pays en développement font d'énormes efforts pour aider l'Organisation en mettant des ressources humaines et matérielles à sa disposition. Au fil des ans, l'Uruguay lui a fourni plus de 45 000 membres de contingents et de personnel de police, malgré sa faible population. Pour que le système de maintien de la paix demeure opérationnel, il faut que la responsabilité collective du maintien de la paix et de la sécurité internationales transparaît clairement non seulement dans les débats du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale, mais également dans les décisions des instances budgétaires et financières compétentes.

31. Les opérations de maintien de la paix doivent recevoir un financement suffisant. En tant que pays fournisseur de contingents et de forces de police, l'Uruguay s'inquiète des conséquences possibles d'un manque de ressources, qui risquerait d'entraver l'exécution des mandats, de miner les efforts de protection des civils et de compromettre la sécurité du personnel et des installations des opérations de maintien de la paix. Instruit par son expérience en République démocratique du Congo, l'Uruguay juge qu'il faudrait examiner le budget de chaque mission de maintien de la paix individuellement, à la lumière de la situation sur le terrain. La Commission est chargée d'approuver les ressources nécessaires à l'exécution des mandats, au travail d'appui du Secrétariat et aux activités prescrites, telles que la prévention, le suivi et l'établissement de rapports concernant les droits de l'homme, les initiatives en faveur de l'égalité des sexes, les activités de programme et les projets à effet rapide, qui se sont toutes avérées efficaces pour ce qui est de protéger les plus vulnérables. Elle doit évaluer au cas par cas les différentes tâches accomplies dans le cadre des missions de maintien de la paix, y compris la MONUSCO et la MINUJUSTH. Enfin, la délégation uruguayenne réitère la demande que l'Assemblée générale a formulée dans sa résolution 65/293, tendant à ce que des propositions

concrètes lui soient présentées pour le règlement de la question des sommes restant à verser aux pays fournisseurs de contingents au titre de missions de maintien de la paix terminées.

32. **M. Kalugin** (Fédération de Russie) fait observer que le programme de travail de la Commission pour la deuxième partie de la reprise de la session est en grande partie consacré à des questions touchant le financement des opérations de maintien de la paix. La Commission est également saisie de la question de l'amélioration de la situation financière de l'Organisation des Nations Unies. La Commission devant achever un volume de travail conséquent dans un laps de temps limité, il est indispensable que les documents soient publiés dans les délais fixés, conformément aux règles et procédures en vigueur. Les montants du projet de budget des opérations de maintien de la paix établi par le Secrétaire général pour l'exercice 2019/20 sont inférieurs aux crédits ouverts pour l'exercice précédent, et les budgets antérieurs des opérations de maintien de la paix se situaient nettement en deçà des estimations du Secrétaire général. Les efforts visant à réaliser des économies supplémentaires devraient avoir pour objectif d'améliorer l'efficacité du Secrétariat et d'y renforcer l'application du principe de responsabilité, s'agissant notamment des missions, sans préjudice de l'exécution des activités prescrites par le Conseil de sécurité. Compte tenu de la diminution constante des ressources affectées au maintien de la paix, il faudrait contrôler la procédure d'allocation des crédits en s'assurant qu'ils sont intégralement et efficacement utilisés pour répondre aux besoins des opérations de maintien de la paix. Tous les aspects des activités de chaque mission devraient être pris en considération dans les décisions relatives à l'allocation des fonds destinés au maintien de la paix.

33. La délégation russe attend avec intérêt d'examiner les propositions du Secrétaire général visant à améliorer la situation financière de l'Organisation. Conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public, la situation financière de l'Organisation peut être évaluée à l'aune de quatre indicateurs, mais le Secrétaire général s'en remet à un seul d'entre eux, qu'il a d'ailleurs sorti de son contexte, à savoir le déficit de trésorerie que faisait apparaître le budget ordinaire en octobre 2018. Or, la situation demeure satisfaisante au regard des trois autres indicateurs, ainsi que l'a confirmé le Comité des commissaires aux comptes. L'Organisation n'est pas en crise financièrement et affiche une situation saine de ce point de vue, bien qu'elle se heurte à des problèmes liés aux sommes restant à verser aux pays fournisseurs de contingents au titre de missions de maintien de la paix achevées, et

qu'elle risque à nouveau d'enregistrer un déficit de trésorerie dans son budget ordinaire à l'automne 2019. Les propositions du Secrétaire général visant à améliorer la situation financière de l'Organisation semblent pour beaucoup irréalistes parce qu'elles traitent les symptômes de la maladie plutôt que sa cause fondamentale, à savoir les sommes énormes dont sont redevables un certain nombre d'États Membres. Il faut trouver une solution technique qui n'oblige pas les États Membres à déboursier plus que le montant de leurs contributions statutaires.

34. Durant la partie en cours de la reprise de la session, la Commission est saisie de deux questions interdépendantes : l'amélioration de la situation financière de l'Organisation et les missions de maintien de la paix terminées. Celles-ci doivent être examinées conjointement, puisque certaines des propositions figurant dans les rapports y relatifs du Secrétaire général se recoupent. Il faut tenir compte des intérêts de tous les États Membres, y compris les pays fournisseurs de contingents, les principaux contributeurs financiers et les États n'ayant pas encore acquitté leurs contributions. Afin de parvenir à un consensus et de gagner du temps, la Commission devrait s'employer en priorité à améliorer la situation financière de l'Organisation par des moyens acceptables pour chaque État Membre.

35. **M. Bamyia** (Observateur de l'État de Palestine), exerçant son droit de réponse, dit que le Groupe des 77 et de la Chine jouit de la prérogative de désigner et d'élire son ou sa président(e). Pour permettre à la Palestine d'assurer les fonctions inhérentes à la présidence du Groupe des 77 et de la Chine, l'État qui présidait précédemment le Groupe s'est porté coauteur, au nom des États Membres qui en font partie, du projet de résolution [A/73/L.5](#) qui, adopté par l'Assemblée générale en tant que résolution [73/5](#), confère à la Palestine des droits supplémentaires dans l'exercice des fonctions inhérentes à la présidence du Groupe pour 2019.

36. La Palestine est attachée au respect de la Charte des Nations Unies, du Règlement intérieur de l'Assemblée générale et des résolutions des organes de l'ONU, autant de textes qui régissent les relations entre les États Membres. Elle n'attend ni plus ni moins que ce qui est prévu dans ces documents.

37. La délégation palestinienne admet que certains États Membres ne reconnaissent pas l'État de Palestine et accepte que celui-ci n'entretienne pas des relations bilatérales équivalentes avec tous les États Membres. Elle s'est toutefois engagée, en sa qualité de délégation chargée de présider le Groupe des 77 et de la Chine, à coopérer de manière constructive et de la même manière

avec tous les États Membres, qu'ils reconnaissent ou non l'État de Palestine et quelle que soit la nature de leurs relations bilatérales avec ce pays. Sa responsabilité envers le Groupe lui impose de s'assurer que de telles considérations n'influencent pas son travail à la présidence. La Palestine a communiqué de manière constructive avec toutes les délégations au cours de la première partie de la reprise de la session et fera tout son possible pour maintenir ce dialogue pendant la partie en cours de la session.

38. **La Présidente** considère que la Commission souhaite approuver le projet de programme de travail, étant entendu que des ajustements seront apportés au besoin au cours de la session.

39. *Il en est ainsi décidé.*

Point 117 de l'ordre du jour : Nominations aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres nominations (suite)

b) Nomination de membres du Comité des contributions (suite) (A/73/102/Add.3)

40. **La Présidente** appelle l'attention de la Commission sur la note du Secrétaire général (A/73/102/Add.3) informant l'Assemblée générale de la démission de M^{me} Yoon Seongmee (République de Corée) du Comité des contributions, avec effet au 4 avril 2019. Le Gouvernement de la République de Corée a proposé que M. Na Sang Deok, dont la candidature a été approuvée par le Groupe des États d'Asie et du Pacifique, occupe le poste devenu vacant pour la durée du mandat restant à courir, soit jusqu'au 31 décembre 2020. La Présidente considère que la Commission souhaite recommander la nomination du candidat par acclamation.

41. *La Commission décide par acclamation de recommander à l'Assemblée générale de nommer au Comité des contributions, pour un mandat prenant effet à la date de sa nomination par l'Assemblée et venant à expiration le 31 décembre 2020, M. Na Sang Deok (République de Corée), pour les États d'Asie et du Pacifique.*

Point 150 de l'ordre du jour : Aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies

Questions transversales (A/73/324 (Part II), A/73/744 et A/73/828)

42. **M. Kanja** (Sous-Secrétaire général aux services de contrôle interne), présentant le rapport du Bureau des services de contrôle interne (BSCI) sur ses activités

concernant les opérations de maintien de la paix pendant la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2018 [A/73/324 (Part II)], indique qu'en 2018, le Bureau a établi 252 rapports sur ces opérations, comportant 595 recommandations, dont 9 considérées comme critiques pour l'Organisation.

43. Pendant la période considérée, la Division de l'audit interne a amélioré ses outils et ses méthodes en coopérant avec d'autres divisions afin d'améliorer sa procédure d'audit de performance et de lutter plus efficacement contre les risques de fraude, et renforcé ses capacités en matière d'analyse de données et dans des domaines à haut risque comme la cybersécurité. Elle s'attachera à tirer parti d'autres initiatives pluriannuelles, telles que l'évaluation de l'incidence de la culture institutionnelle sur l'obtention de résultats. En 2019, la Division contribuera à la mise en œuvre des réformes de la gestion du Secrétaire général en fournissant des avis indépendants sur les initiatives de gestion du changement, la gestion du risque institutionnel et le nouveau dispositif de délégation des pouvoirs. Une grande partie des audits réalisés en 2018 ont mis en évidence les domaines dans lesquels l'administration devait améliorer les contrôles internes et l'exécution des programmes. Ces audits ont permis d'évaluer l'efficacité et l'efficacités des opérations de maintien de la paix et l'application des orientations et des instructions pertinentes, et de déterminer si les activités de planification stratégique, de gestion des risques, de suivi et de contrôle étaient appropriées. La Division a établi 78 rapports d'audit et formulé 448 recommandations, dont 2 considérées comme critiques pour l'Organisation.

44. La Division des investigations a rationalisé, selon une approche centrée sur les victimes, les procédures établies pour enregistrer les plaintes pour harcèlement sexuel, les traiter et y donner suite, conformément à l'engagement du Secrétaire général d'appliquer une politique de tolérance zéro à l'égard de ce type de harcèlement. Afin de renforcer les investigations dans ce domaine, le BSCI a créé et pourvu six postes d'enquêteur spécialisé dans les affaires de harcèlement sexuel et organisé quatre formations à l'intention des enquêteurs nationaux chargés d'enquêter sur les fautes commises par des membres du personnel militaire de maintien de la paix. En partenariat avec le Bureau des ressources humaines, la Division a dispensé trois formations pour préparer le personnel à enquêter sur les allégations de comportement prohibé dans le cadre d'un groupe d'établissement des faits constitué en application de la circulaire ST/SGB/2008/5 du Secrétaire général sur l'interdiction de la discrimination, du harcèlement, y compris le

harcèlement sexuel, et de l'abus de pouvoir. Elle préside le groupe d'étude permanent des représentants des services d'investigation des Nations Unies sur l'amélioration des enquêtes concernant les allégations d'exploitation et d'atteintes sexuelles, et a dirigé l'élaboration de principes et de lignes directrices uniformes en matière d'enquête sur les cas d'exploitation et d'atteintes sexuelles. En 2018, la Division a établi 172 rapports, dont 81 rapports d'enquête, 58 rapports concernant les contingents et 33 rapports de clôture, soit une hausse par rapport aux 125 rapports établis en 2017. La Division a également renvoyé 243 affaires à des entités ou bureaux plus compétents pour suite éventuelle à donner. Fin 2018, elle avait enquêté sur 104 affaires, soit une augmentation de 17 % par rapport à la fin de 2017. En 2018, 70 des rapports établis portaient sur l'exploitation et les atteintes sexuelles, soit la part la plus significative (40 %) du total.

45. La Division de l'inspection et de l'évaluation a publié deux rapports sur les opérations de paix, dont un rapport d'évaluation sur le passage des forces de l'Union africaine sous le commandement de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) et de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) et un rapport d'inspection sur les interventions des missions par suite de problèmes relatifs à la protection des civils. La Division a établi sa première présence de terrain au Centre de services régional d'Entebbe en y déployant trois spécialistes de l'évaluation, conformément à la résolution 71/295 de l'Assemblée générale. Elle a également procédé à des évaluations complètes des risques associés aux mandats et aux opérations de maintien de la paix, conformément à son plan de travail et en consultation avec le Département des opérations de maintien de la paix et le Département de l'appui aux missions.

46. Le Bureau des services de contrôle interne a continué de s'employer à réduire le taux de vacance de postes en son sein, au moyen du perfectionnement des stratégies de recrutement et d'une meilleure exploitation des fichiers de candidats. Le taux global de vacance s'établissait à 13 % à la fin mars 2019, mais il est escompté qu'il s'améliorera une fois terminées les opérations de recrutement destinées à pourvoir des postes, notamment à la Division des investigations.

47. **M^{me} Thanabalasingam** (Bureau des ressources humaines), présentant le rapport du Secrétaire général sur les dispositions spéciales visant à prévenir l'exploitation et les atteintes sexuelles (A/73/744), explique que, conformément aux demandes formulées

par l'Assemblée générale dans ses résolutions 71/278, 71/297 et 72/312, ledit rapport dresse un bilan détaillé des mesures prises pour appliquer la stratégie du Secrétaire général visant à prévenir et combattre l'exploitation et les atteintes sexuelles à l'ONU depuis que celui-ci a présenté des rapports sur la question à l'Assemblée à ses soixante et onzième et soixante-douzième sessions. Le rapport décrit les progrès réalisés dans ce domaine à l'échelle du système au moyen de mesures visant à donner la priorité aux droits et à la dignité des victimes, à faire cesser l'impunité, à nouer un dialogue avec les États Membres et les partenaires extérieurs et à améliorer la communication stratégique pour faciliter l'application de la politique de tolérance zéro du Secrétaire général

48. Dans le cadre de la mise en œuvre de sa stratégie, le Secrétaire général a pris, de sa propre autorité, des mesures s'inscrivant dans une démarche centrée sur les victimes. Afin d'améliorer l'application du principe de responsabilité, il a demandé aux hauts responsables de l'Organisation de lui fournir des plans d'action annuels visant à lutter contre l'exploitation et les atteintes sexuelles, et prié les membres du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination (CCS) de lui envoyer des lettres de recommandations attestant que toutes les allégations ont été signalées et que les formations obligatoires ont bien été organisées. L'outil électronique Clear Check, qui permet de gérer le risque de réembauche d'auteurs de tels actes, a été lancé en 2018. Le Conseil consultatif de la société civile a été récemment créé afin d'approfondir la coopération entre l'Organisation et les experts extérieurs. Le Comité permanent interorganisations a redoublé d'efforts pour favoriser l'application de la stratégie du Secrétaire général dans le secteur humanitaire. Les partenariats avec les États Membres ont été renforcés grâce à des initiatives telles que le cercle de dirigeantes et de dirigeants unis dans la prévention de l'exploitation et des atteintes sexuelles dans les opérations des Nations Unies et l'action menée pour y faire face, le pacte facultatif sur la prévention de l'exploitation et des atteintes sexuelles et sur les mesures à prendre pour y faire face ou encore l'initiative intitulée « Action pour le maintien de la paix ».

49. La prévention de l'exploitation et des atteintes sexuelles et la prise de mesures appropriées pour y faire face demeurent une priorité pour le système des Nations Unies. Malgré l'harmonisation des approches adoptées face à ce problème, que préconise le Secrétaire général dans sa stratégie, il est essentiel de redoubler d'efforts et d'attention. Le Secrétaire général est reconnaissant aux États Membres des efforts qu'ils font pour mettre fin à l'exploitation et aux atteintes sexuelles. En faisant

appliquer la stratégie susmentionnée, qui consolide sa politique de tolérance zéro, il entend opérer une transformation culturelle dans l'ensemble du système, qui compte plus de 90 000 fonctionnaires répartis dans plus de 30 entités et plus de 100 000 agents en tenue. Mettre fin à l'exploitation et aux atteintes sexuelles nécessite une vigilance et une coordination constantes.

50. **M. Terzi** (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires), présentant le rapport du Comité consultatif concernant les dispositions spéciales visant à prévenir l'exploitation et les atteintes sexuelles (A/73/828), dit que le Secrétaire général a renforcé, dans l'ensemble du système des Nations Unies, l'action de sensibilisation à ce problème ainsi que la coopération et l'engagement en faveur de la lutte contre de tels actes, et qu'il n'a formulé dans son rapport aucune proposition spécifique ayant des incidences budgétaires supplémentaires. Le CCS devrait s'efforcer davantage d'adopter une stratégie applicable à l'échelle du système en vue de lutter contre l'exploitation et les atteintes sexuelles. Le Comité consultatif juge préoccupante l'augmentation sensible du nombre d'actes de cette nature signalés dans les entités autres que les missions de maintien de la paix et encourage le Secrétaire général à poursuivre ses efforts de prévention. Il note à cet égard la mise au point du protocole de l'Organisation des Nations Unies sur les allégations d'exploitation et d'atteintes sexuelles impliquant les partenaires opérationnels.

51. L'Assemblée générale a réaffirmé la position collective et unanime selon laquelle un seul cas avéré d'exploitation et d'atteintes sexuelles était encore un cas de trop, ainsi que son attachement à la politique de tolérance zéro à l'égard de tels actes dans l'ensemble du système des Nations Unies, y compris les organismes et les fonds et programmes. Plutôt que de se préoccuper uniquement du nombre d'allégations, il convient de s'intéresser davantage à la nature des faits présumés, en particulier dans les cas les plus graves. Les normes régissant la conduite du personnel en tenue des Nations Unies devraient être harmonisées et s'appliquer également aux forces internationales autres que celles des Nations Unies. Le rapport du Secrétaire général ne contient aucune information sur les ressources humaines et financières consacrées à la prévention de l'exploitation et des atteintes sexuelles dans les divers organismes des Nations Unies. Il faudrait intensifier l'effort de recensement de ces ressources.

52. **M. De Preter** (Observateur de l'Union européenne), s'exprimant aussi au nom de l'Albanie, du Monténégro, de la République de Macédoine du Nord et de la Serbie (pays candidats), de la Bosnie-Herzégovine (pays du processus de stabilisation et d'association)

ainsi que de la République de Moldova et de l'Ukraine, déclare que les États membres de l'Union européenne appuient pleinement le Secrétaire général dans sa politique de tolérance zéro à l'égard de l'exploitation et des atteintes sexuelles, et remercie la Coordinatrice spéciale chargée d'améliorer les moyens d'action de l'Organisation des Nations Unies face à l'exploitation et aux atteintes sexuelles, la Défenseuse des droits des victimes et le personnel de terrain pour leur travail. Jamais les membres du personnel des Nations Unies ne doivent faire de tort à ceux qu'ils ont la responsabilité de protéger. L'Union européenne demande qu'il soit mis fin à l'impunité des membres du personnel civil, militaire et de police dont la conduite va à l'encontre des valeurs et des principes fondamentaux des Nations Unies.

53. L'Observateur de l'Union européenne se félicite des progrès accomplis dans la mise en œuvre de la politique de tolérance zéro et attend avec intérêt que soit adopté un dispositif de lutte contre l'exploitation et les atteintes sexuelles intégré à l'échelle du système. Les différentes entités des Nations Unies doivent œuvrer de concert et inscrire cette action dans une approche cohérente et centrée sur les victimes. L'orateur salue en outre la réforme de la gestion entreprise par le Secrétaire général, laquelle attache une importance primordiale au principe selon lequel les hauts responsables et les membres du personnel doivent répondre de leurs actes en cas de faute. L'Union européenne est déterminée à collaborer à long terme avec les partenaires, les pays fournisseurs de contingents et les autres parties prenantes pour faire en sorte que les mesures de prévention soient renforcées, que les allégations donnent lieu sans tarder à des enquêtes en bonne et due forme, que justice soit faite et que les victimes reçoivent le soutien qu'elles méritent. Le Secrétaire général devrait placer cette question en tête des priorités, et les États Membres lui apporter leur appui à cette fin. L'Union européenne soutient les travaux du BSCI et attend avec intérêt d'examiner, lors de consultations, le rapport que celui-ci a établi sur ses activités concernant les opérations de paix au cours de la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2018 [A/73/324 (Part II)].

54. **M^{me} Norman-Chalet** (États-Unis d'Amérique) déclare que, si sa délégation se félicite des progrès accomplis dans la mise en œuvre de la politique de tolérance zéro à l'égard de l'exploitation et des atteintes sexuelles, il reste fort à faire. Un seul cas d'exploitation et d'atteintes sexuelles est encore un cas de trop, et les États-Unis condamnent quiconque exploite celles et ceux qu'il a la responsabilité d'aider et de protéger. Les cas d'exploitation et d'atteintes sexuelles ne concernent pas uniquement les opérations de maintien de la paix, et

la délégation des États-Unis salue l'action que mène le Secrétaire général pour remédier à ce problème dans l'ensemble du système, par l'intermédiaire notamment de la Coordonnatrice spéciale, de la Défenseuse des droits des victimes et du Groupe directeur de haut niveau sur la prévention de l'exploitation et des atteintes sexuelles. La délégation des États-Unis s'attachera à obtenir de plus amples informations sur la manière dont l'intégration du Service déontologie et discipline à la Division du droit administratif dans le cadre de la réforme de la gestion entreprise par le Secrétaire général a permis d'améliorer l'exécution des activités et la prestation de services dans ce domaine à l'échelle du Secrétariat.

55. Malgré la diminution du nombre d'allégations d'exploitation et d'atteintes sexuelles dans les opérations de maintien de la paix, la délégation des États-Unis juge inquiétant qu'aujourd'hui encore, ces actes ne soient pas toujours signalés. Elle se félicite que le Secrétaire général ait fourni, dans son rapport, des informations détaillées sur les pratiques optimales adoptées par les organismes, fonds et programmes des Nations Unies et par les acteurs humanitaires, notamment en ce qui concerne le maintien de la paix. Les États-Unis appuient la Coordonnatrice spéciale et la Défenseuse des droits des victimes dans leurs activités, en particulier celles consistant à mettre en évidence les principales lacunes des services aux victimes. Ils se félicitent que les allégations d'exploitation et d'atteintes sexuelles impliquant les partenaires opérationnels bénéficient d'une attention accrue et d'un renforcement de la transparence, d'autant que le risque que les personnes vulnérables soient victimes de tels actes demeure élevé au vu de l'augmentation du nombre de cas signalés. Les entités des Nations Unies doivent intensifier leurs efforts de surveillance face à ce risque.

56. La délégation des États-Unis s'inquiète de l'insuffisance des mesures visant à contraindre les membres du personnel civil qui se sont rendus coupables d'exploitation et d'atteintes sexuelles de répondre pénalement de leurs actes, et constate avec préoccupation que les cas présumés tardent bien souvent à faire l'objet d'une enquête. Les États Membres devraient examiner rapidement et de manière crédible les allégations d'infractions de cette nature impliquant leurs ressortissants et en rendre compte au Secrétariat, démontrant ainsi leur attachement à l'application du principe de responsabilité. La délégation des États-Unis apprécie la contribution du BICS à l'amélioration des activités de maintien de la paix. Le Bureau mène, entre autres activités essentielles, des audits de l'exécution des programmes dans les départements de l'ONU et les missions des Nations Unies, des enquêtes sur les fautes

graves et les fraudes, des évaluations portant sur des questions de politique générale relatives au maintien de la paix (transfert de commandement par exemple) et des inspections concernant la protection des activités civiles par les missions. La délégation des États-Unis œuvrera de façon constructive à l'élaboration d'un consensus autour d'un projet de résolution sur les questions transversales, destiné à permettre au Secrétaire général ainsi qu'aux entités et départements compétents de l'Organisation de superviser les opérations de maintien de la paix et de protéger les populations vulnérables contre l'exploitation et les atteintes sexuelles.

Point 154 de l'ordre du jour : Financement de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre ([A/73/615](#), [A/73/738](#) et [A/73/755/Add.5](#))

Point 159 de l'ordre du jour : Financement de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo ([A/73/613](#), [A/73/733](#) et [A/73/755/Add.4](#))

Point 162 de l'ordre du jour : Financement des forces des Nations Unies chargées du maintien de la paix au Moyen-Orient

b) Force intérimaire des Nations Unies au Liban ([A/73/627](#), [A/73/735](#) et [A/73/755/Add.2](#))

Point 164 de l'ordre du jour : Financement de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental ([A/73/617](#), [A/73/737](#) et [A/73/755/Add.1](#))

Point 165 de l'ordre du jour : Financement de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (*suite*) ([A/73/653](#), [A/73/755/Add.10](#) et [A/73/785](#))

57. **M. Guazo** (Bureau de la planification des programmes, des finances et du budget), présentant le rapport sur l'exécution du budget de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre (UNFICYP) pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2017 au 30 juin 2018 ([A/73/615](#)) et le projet de budget de celle-ci pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020 ([A/73/738](#)), indique que le budget proposé pour l'exercice 2019/20 s'élève à 51,4 millions de dollars, soit une baisse de 2,9 % par rapport au montant des crédits ouverts pour 2018/19. Cette diminution s'explique par l'achèvement des travaux de construction de logements destinés au personnel militaire au cours du premier semestre de 2019, la dépréciation de l'euro par rapport au dollar des États-Unis, la baisse des traitements du personnel recruté sur le plan international et la diminution du nombre d'heures de vol aux fins des

activités de patrouille et des opérations d'observation. La Force continuera de créer des conditions propices à la conclusion d'un accord de règlement en appuyant la liaison et le dialogue avec les parties chypriotes grecque et turque dans toutes les composantes, au moyen d'échanges intercommunautaires et de mesures de confiance visant à maintenir la stabilité et le calme.

58. Présentant le rapport sur l'exécution du budget de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2017 au 30 juin 2018 (A/73/613) et le projet de budget de celle-ci pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020 (A/73/733), l'intervenant dit que le budget proposé pour l'exercice 2019/20 s'établit à 37,2 millions de dollars, soit une augmentation de 0,1 % par rapport au montant des crédits ouverts pour 2018/19. La Mission s'attachera à consolider la paix, la sécurité, l'état de droit et la stabilité au Kosovo et dans la région environnante et promouvra en 2019 des initiatives susceptibles de faciliter l'exécution de son mandat, notamment dans les domaines du renforcement de la confiance entre communautés, des droits de l'homme et de l'état de droit. Afin de réduire son empreinte écologique, la MINUK mettra l'accent sur l'efficacité énergétique, le recyclage, la plantation d'arbres et la sensibilisation.

59. Présentant le rapport sur l'exécution du budget de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2017 au 30 juin 2018 (A/73/627) et le projet de budget de celle-ci pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020 (A/73/735), l'orateur dit que le budget proposé pour l'exercice 2019/20 s'élève à 485,2 millions de dollars, soit une augmentation de 2,3 % par rapport au montant des crédits ouverts pour 2018/19. Cette hausse tient à l'augmentation des crédits demandés au titre du remboursement des pays fournisseurs de contingents, au projet d'exécution de la première année du plan quinquennal de remplacement du matériel de la Force et à la révision à la hausse du coût estimatif du carburant. La Force s'emploiera en priorité à rétablir la paix et la sécurité internationales dans le sud du Liban et à mettre en œuvre la résolution 1701 (2006) du Conseil de sécurité. En outre, conformément à la résolution 2433 (2018) du Conseil de sécurité, la FINUL étendra sa présence dans le cadre de son mandat et dans la limite de ses moyens actuels et renforcera sa coordination avec le Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le Liban.

60. Présentant le rapport sur l'exécution du budget de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2017 au 30 juin 2018

(A/73/617) et le projet de budget de celle-ci pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020 (A/73/737), l'intervenant dit que le projet de budget pour l'exercice 2019/20 s'établit à 56,4 millions de dollars, soit une augmentation de 7,7 % par rapport au montant des ressources approuvées pour 2018/19. La Mission poursuivra ses activités d'observation et de surveillance pour veiller à ce que les parties respectent l'accord de cessez-le-feu. Elle appuiera également l'Envoyé personnel du Secrétaire général pour le Sahara occidental lors de ses visites dans la région et facilitera l'exécution du programme de mesures de confiance dirigé par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, lors de sa reprise.

61. Présentant le rapport sur l'exécution du budget de la MINUAD pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2017 au 30 juin 2018 (A/73/653) et la note sur les modalités de financement de l'Opération pour la période du 1^{er} juillet au 31 décembre 2019 (A/73/785), l'intervenant dit que le Secrétaire général sollicite un financement à hauteur de 269,9 millions de dollars pour le deuxième semestre de 2019, qui sera une période de consolidation, puisque le Secrétaire général attend les décisions du Conseil de sécurité sur la portée et le rythme des restructurations et sur les modalités de retrait de l'Opération au cours de la dernière partie de l'exercice 2019/20. L'Opération coopérera avec l'équipe de pays des Nations Unies par l'entremise des équipes chargées de la liaison avec les États en vue d'entreprendre des activités de programme, conformément au concept de transition approuvé par le Conseil de sécurité dans sa résolution 2429 (2018). En vue de son retrait programmé en juin 2020, la MINUAD réalisera des activités opérationnelles critiques, concernant notamment la dépollution de l'environnement et la biodépollution.

62. **M. Terzi** (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires), présentant le rapport du Comité consultatif sur l'UNFICYP (A/73/755/Add.5), dit que le Comité consultatif recommande de réduire de 125 400 dollars le montant demandé dans le projet de budget. Concernant le personnel civil, le Comité consultatif préconise de ne pas approuver la proposition de reclasser un poste P-3. Pour ce qui est des dépenses opérationnelles, il recommande de réduire les ressources demandées au titre des transports terrestres, des services de consultants et de la formation. S'agissant des transports terrestres, il compte que le nombre de véhicules de la Force sera aligné sur les ratios standard prescrits et que le Secrétaire général donnera des informations à ce sujet dans le rapport sur l'exécution du budget de la Force pour l'exercice 2018/19. Les recommandations du Comité consultatif sur les décisions que l'Assemblée

général est appelée à prendre au sujet de l'UNFICYP sont énoncées à la section V de son rapport. Le Comité consultatif salue les initiatives écologiques engagées par la Force, qu'il félicite par ailleurs d'avoir atteint l'objectif de parité des sexes dans son personnel recruté sur le plan international.

63. Présentant le rapport du Comité consultatif sur la MINUK (A/73/755/Add.4), l'orateur dit que le Comité consultatif note avec préoccupation que la situation de trésorerie de la Mission continue de se détériorer.

64. Présentant le rapport du Comité consultatif sur la FINUL (A/73/755/Add.2), l'intervenant fait observer que, la Force employant déjà trois hauts fonctionnaires de la classe D-2, le Comité consultatif recommande que la création proposée du poste d'administrateur général chargé de la coordination (D-1) ne soit pas approuvée. En ce qui concerne les dépenses opérationnelles, le Comité consultatif recommande une réduction de 300 000 dollars du montant des ressources demandées au titre des installations et infrastructures et une réduction de 50 000 dollars du montant des ressources demandées au titre de la rubrique Communications et informatique. Il estime que le plan quinquennal global établi par la Force pour le remplacement du matériel pourrait également être mis en œuvre dans toutes les missions où une proportion importante de biens approche de la fin de sa vie utile.

65. Présentant le rapport du Comité consultatif sur la MINURSO (A/73/755/Add.1), l'orateur dit que le Comité consultatif note avec préoccupation que le solde de trésorerie de la Mission continue de se détériorer. L'Assemblée générale a exhorté maintes fois tous les États Membres à s'acquitter ponctuellement, intégralement et sans conditions des obligations financières que leur imposait la Charte des Nations Unies. Le Comité consultatif recommande de réduire de 5 % le montant du crédit demandé au titre des carburants et lubrifiants pour les transports terrestres, afin de tenir compte de la diminution prévue de la durée des patrouilles terrestres et du niveau élevé de la réserve de carburant prévue.

66. Présentant le rapport du Comité consultatif sur la MINUAD (A/73/755/Add.10), l'intervenant déclare qu'au vu du montant des dépenses récentes et de la réduction actuelle des effectifs de l'Opération, le niveau de ressources demandé au titre des voyages pour la période allant du 1^{er} juillet au 31 décembre 2019 n'est peut-être pas pleinement justifié, et ce dans plusieurs domaines. Le Comité consultatif recommande donc que les crédits demandés soient réduits de 2,5 millions de dollars et que l'Assemblée générale autorise le Secrétaire général à engager des dépenses d'un montant

maximum de 267,4 millions de dollars, à mettre en recouvrement si le Conseil de sécurité décide de prolonger le mandat de l'Opération. La MINUAD devrait assurer des formations professionnelles afin de renforcer les capacités des membres de son personnel recruté sur le plan national concernés par la réduction des effectifs, et mener des activités de dépollution de l'environnement en prévision de la fermeture et de la remise à disposition de ses sites. En ce qui concerne le rapport sur l'exécution du budget de l'Opération pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2017 au 30 juin 2018 (A/73/653), le Comité consultatif recommande que le solde inutilisé, ainsi que les autres recettes et ajustements d'un montant de 12,6 millions de dollars, soient crédités aux États Membres.

67. **M^{me} Plakalovic** (Serbie) déclare que sa délégation attache une grande importance aux activités que la MINUK mène au Kosovo-Metohija en raison de la neutralité de la Mission vis-à-vis du statut de la région, fondée sur la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité. La Serbie a invariablement soutenu les principes du droit international et appelé au respect de ladite résolution, mais les principaux objectifs de ce texte n'ont pas tous été atteints. Dans la province, la situation politique et les conditions de sécurité sont instables, les tensions vives et les incidents fréquents. Toutefois, les Serbes et les autres non-Albanais continuent d'accorder leur confiance à la Mission, qui doit veiller à l'application systématique de l'ensemble des dispositions de la résolution.

68. La Mission ne s'est pas acquittée d'une des tâches principales de son mandat, à savoir le retour des Serbes et des autres non-Albanais au Kosovo-Metohija. Plus de 200 000 personnes déplacées vivent toujours en Serbie 20 ans après la création de la Mission, et la délégation serbe est particulièrement préoccupée par les informations fournies dans le dernier rapport du Secrétaire général sur la MINUK (S/2019/102), selon lesquelles seuls 32 déplacés serbes ont volontairement regagné le Kosovo-Metohija au cours de la période considérée. Les attaques dirigées contre les Serbes et leurs biens pour des motifs ethniques se poursuivent quotidiennement. Souvent, leurs auteurs cherchent ainsi à intimider les personnes déplacées qui reviennent chez elles et à leur faire comprendre qu'elles ne sont pas les bienvenues.

69. La Mission joue un rôle crucial dans la mise en œuvre des accords conclus entre Belgrade et Pristina dans le cadre du dialogue facilité par l'Union européenne, mais ces accords ne sont plus appliqués en raison de la défiance interethnique. Afin de réconcilier les parties en présence et de stabiliser la région, la Serbie a contribué aux efforts visant à trouver un

compromis susceptible de rétablir la stabilité, de favoriser le développement économique et d'améliorer l'existence de tous les habitants du Kosovo-Metohija. Toutefois, le Gouvernement kosovar a violé les accords dans le dessein de mettre fin au dialogue. Il a failli à ses obligations, notamment celle de créer une communauté de municipalités à majorité serbe, imposé des droits de douane de 100 % sur les marchandises serbes et adopté une loi portant transformation de la Force de sécurité du Kosovo en « Forces armées du Kosovo ». Consciente que seules les négociations facilitées par l'Union européenne peuvent permettre de régler les questions en suspens, la Serbie n'a pris aucune mesure pour envenimer la situation et continue au contraire de rechercher des compromis durables par le dialogue. Compte tenu des circonstances délicates dans lesquelles la MINUK exerce son mandat, le budget qui lui est alloué doit être maintenu ou accru. Sachant que toute détérioration de la situation risque d'augmenter les coûts de la Mission, la délégation serbe s'emploiera, lors de consultations, à faire en sorte que celle-ci dispose de ressources humaines et financières suffisantes pour s'acquitter de son mandat.

70. Il est regrettable que 24 postes, dont 18 font l'objet d'un recrutement international, soient vacants et que 2 postes le soient depuis plus de deux ans, ainsi que l'a fait observer le Comité consultatif dans son rapport. Ces chiffres sont extrêmement élevés pour une mission dont le personnel ne compte que 355 civils. Cette situation est contraire aux résolutions de l'Assemblée générale relatives aux budgets des missions, et le Secrétariat doit pourvoir ces postes le plus tôt possible. La Serbie ne partage pas l'avis du Comité consultatif selon lequel il faudrait réévaluer la nécessité des postes vacants depuis deux ans ou plus. Ces postes devraient être pourvus sans délai et il faudrait procéder à une réévaluation afin de déterminer les raisons pour lesquelles ils demeurent vacants depuis si longtemps malgré l'octroi des crédits correspondants. Le taux de vacance actuel, imputable au report des recrutements par le Secrétariat, ne devrait pas être pris en compte dans l'établissement du budget de l'exercice 2020/21. La délégation serbe compte que les crédits demandés au titre des activités relatives aux programmes et des projets de renforcement de la confiance seront approuvés dans leur intégralité.

71. **M. Mohammed** (Soudan) déclare que son Gouvernement sait gré aux membres du Conseil de sécurité de la grande compréhension dont ils ont fait preuve en élaborant une stratégie de sortie pour la MINUAD et en œuvrant au succès de l'Opération. La situation politique et humanitaire et les conditions de sécurité se sont stabilisées dans l'ensemble du Darfour, ce dont le Conseil a pris acte dans de nombreux

rapports, lors de visites sur le terrain et en adoptant ses résolutions 2363 (2017) et 2429 (2018). Pour rétablir l'ordre public, le Gouvernement soudanais a mis des ressources supplémentaires à la disposition des forces de police, des établissements pénitentiaires et de l'appareil judiciaire dans tout le Darfour.

72. L'évolution récente de la situation politique au Soudan est le fruit d'une révolution pacifique et du comportement civilisé du peuple soudanais. Ce mouvement populaire, qui dure depuis quatre mois, a permis d'opérer une transition rapide vers la démocratie, dont l'ampleur est à la mesure des défis auxquels le pays fait face. Contrairement à ce que d'aucuns redoutent, cette nouvelle donne aura des conséquences positives. Le Soudan est attaché au respect des chartes, conventions et traités internationaux et régionaux auxquels il est partie, y compris ses accords avec l'ONU, en particulier ceux ayant trait à la MINUAD, et se réjouit à l'idée de coopérer avec le Secrétariat et le Conseil de sécurité pour permettre le retrait de l'Opération en juin 2020 et la transition du maintien à la consolidation de la paix au Darfour, conformément à la résolution 2429 (2018) du Conseil de sécurité.

73. Conditions essentielles de la reconstruction après de nombreuses années de conflit au Darfour, la consolidation de la paix et la stabilisation reposeront sur des activités de développement visant à remédier aux causes et aux conséquences du conflit ainsi qu'aux effets néfastes des changements climatiques, des catastrophes naturelles et d'autres facteurs. Les institutions internationales, les organismes et programmes des Nations Unies et les pays donateurs doivent fournir une aide financière et un appui en matière de développement au Gouvernement soudanais afin de faciliter les activités de relèvement, de consolidation de la paix et de reconstruction, et une conférence d'annonce de contributions doit être organisée en vue d'appuyer les projets liés au relèvement et à la stabilité, comme l'ont souligné les participants à la réunion de haut niveau sur la transition du maintien à la consolidation de la paix et au développement au Darfour, qui s'est tenue à New York, en septembre 2018.

74. Il est impératif que l'Assemblée générale approuve la proposition du Secrétaire général consistant à ouvrir un crédit de 19,6 millions de dollars, soit un montant supérieur à celui alloué pour l'exercice 2018/19, afin de préparer le retrait de l'Opération et de permettre ultérieurement à l'équipe de pays des Nations Unies de mener des activités de programme. La réduction de l'empreinte écologique de la MINUAD revêt une grande importance, comme l'a souligné le

Comité consultatif à plusieurs reprises dans ses rapports, mais l'Opération n'a pas satisfait à cette exigence en ce qui concerne la dépollution de l'environnement, la biodépollution et l'élimination sûre des déchets. Il faudrait qu'une étude de l'impact sur l'environnement de tous les sites de la MINUAD soit menée en coopération avec le Gouvernement soudanais, que ses enseignements soient mis à profit et que le Secrétaire général fasse le point sur les résultats de cette étude dans le prochain projet de budget pour l'Opération. En ce qui concerne le renforcement des capacités du personnel recruté sur le plan national, tous les postes devraient être réévalués, il faudrait faire bon usage du personnel recruté sur le plan national, les postes soumis à recrutement international devraient être reclassés en postes faisant l'objet d'un recrutement national afin de réaliser les économies nécessaires et le taux de vacance de postes prévu au budget pour le personnel international devrait être fondé sur les taux réels. Un grand nombre de Soudanais officient à la MINUAD depuis de nombreuses années, certains d'entre eux à des postes de haut niveau. Avant le retrait de l'Opération, ils doivent être affectés à des postes soumis à recrutement international dans le cadre du renforcement des capacités du personnel local. Le Soudan continuera de coopérer avec l'ONU, l'Union africaine et la MINUAD en vue d'instaurer la paix et de protéger les civils, de favoriser le développement et la reconstruction et de faciliter le transfert des activités de l'Opération à l'équipe de pays des Nations Unies.

La séance est levée à 12 h 5.